

**CONTRIBUTION DE L'AFORST A LA CONSULTATION DE L'ARCEP
RELATIVE À L'ANALYSE DES MARCHÉS DE LA TÉLÉPHONIE FIXE**

Paris, le 4 avril 2008

L'ARCEP a soumis à consultation publique son projet d'analyse des marchés de la téléphonie fixe pour la période 2008-2011. L'AFORST remercie l'Autorité de lui permettre de contribuer à cette analyse.

Le document de consultation comporte (1) une partie bilan et perspectives, (2) une autre consacrée à l'analyse des marchés identifiés comme pertinents dans la récente recommandation de la Commission¹, (3) la troisième relative aux marchés qui ne sont plus considérés comme pertinents dans la même recommandation.

Les observations ci après suivent le même ordre mais sans observer systématiquement la numérotation et le détail de la consultation de l'Autorité.

A – BILAN ET PERSPECTIVES

Après avoir rappelé l'allègement progressif de la régulation des marchés de la téléphonie fixe, en particulier sur les marchés de détail, l'Autorité indique souhaiter concentrer son action future sur les goulots d'étranglement durables, qu'elle identifie comme étant l'accès à la boucle locale fixe et la TA de chaque opérateur.

A ce titre, elle propose de maintenir, à l'issue de ce 2ème cycle d'analyse, les offres d'accès (présélection et vente en gros de l'abonnement) et de départ d'appel. S'agissant de la TA, elle entend faire converger les écarts de terminaison d'appel de France Télécom et de ses concurrents et gérer la transition des réseaux vers le tout IP.

Nous comprenons également que l'ARCEP entend totalement déréguler l'ensemble des marchés de détail de la téléphonie fixe, résidentiel ou entreprises ainsi que le marché du transit.

Bien entendu l'AFORST ne conteste pas le principe de ce mouvement de dérégulation, conforme à l'esprit des textes communautaires et à leur évolution. En revanche, les présupposés sur lesquels le Régulateur appuie son analyse et la méthode de mise en œuvre qui en découle lui semblent contestables.

¹ Recommandation de la Commission du 17 décembre 2007 concernant les marchés pertinents de produits et de services dans le secteur des communications électroniques susceptibles d'être soumis à une réglementation ex ante conformément à la directive 2002/21/CE du Parlement européen et du Conseil relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et services de communications électroniques [Journal officiel L 344 du 28.12.2007].

Ainsi sur les marchés de détail, elle comprend mal ce qui justifie de déréguler dès à présent le marché des communications électroniques destinées aux entreprises, marché sur lequel France Télécom détient encore entre 75% et 85% des parts de marché et sur lequel la qualité de service des offres de gros laisse beaucoup à désirer. La nécessaire amélioration de la qualité de service fait d'ailleurs partie des points régulièrement soulevés par l'Association et les opérateurs auprès de France Télécom et du Régulateur.

Par ailleurs, l'AFORST rappelle ses demandes répétées de voir l'ARCEP conserver les gardes fous nécessaires, à savoir par exemple la possibilité clairement énoncée de suspendre une offre de détail de l'opérateur dominant si celle-ci n'est pas répliquable à des conditions économiques, opérationnelles et techniques équivalentes à celles que cet opérateur se fait en interne.

Une dérégulation des tarifs de détail sans garde fou est d'autant plus prématurée que la vision univoque de l'Autorité considérant la croissance de la VLB comme un signe et vecteur durables de concurrence, mériterait d'être nuancée :

- la VLB n'est pas régulée sur le marché de détail,
- sauf à vendre à perte, les opérateurs ne peuvent que la commercialiser au sein d'offres multiservices,
- La VGAST ne connaît qu'un succès relatif, en particulier parce que ses conditions ne permettent pas aux opérateurs de se différencier ou de pratiquer des offres tarifaires attractives de voix + accès,
- France Télécom conserve plus de 85% des lignes d'accès (permettant une relation directe avec le client),
- près 50% des foyers ne sont pas équipés d'un ordinateur,
- au terme d'une migration de son réseau vers le tout IP, migration dont il est le seul à connaître et à maîtriser le rythme, l'opérateur historique aura toute latitude pour convertir tout son parc de clients voix à ses offres de VLB.

S'agissant de supprimer les écarts de TA entre France Télécom et ses concurrents, il semble difficile de poser ce principe de convergence sans avoir au préalable présenté de façon transparente et à l'ensemble des acteurs les modèles économiques et technologiques qui sous-tendent cette convergence. Or, c'est tout le contraire que fait l'Autorité en renvoyant à des travaux multilatéraux et à une consultation publique ultérieure la discussion sur les modalités précises de contrôle tarifaire qu'elle entend imposer de façon symétrique à tous les opérateurs sur leur TA.

Quant aux sujets les plus importants pour les acteurs du marché : l'évolution du réseau de France Télécom vers un modèle NGN et la baisse du prix de ses offres gros, ils ne sont pas traités par le document de consultation.

Or, la migration du réseau de France Télécom vers le « tout IP » devrait avoir des conséquences considérables non seulement en termes d'allocation des coûts de l'interconnexion, mais également en termes d'architecture d'interconnexion ce qui ne peut qu'impacter directement les investissements des opérateurs tiers.

Par ailleurs, les comptes séparés 2006 publiés par France Télécom font apparaître des marges importantes sur les prestations de gros, a priori incompatibles avec les obligations d'orientation sur les coûts le plus souvent applicables aux prestations de France Télécom sur ces marchés.

Enfin, si la part de marché du haut débit de France Télécom (certes, hors du cadre de cette consultation) s'est érodée entre 2000 et 2005, depuis lors elle remonte pour s'établir actuellement autour de 50 %, alors que France Télécom pratique des prix très sensiblement supérieurs à ceux de

ses concurrents, signe qu'il reste en mesure de fixer une partie de ses prix indépendamment d'une pression concurrentielle réelle.

Tous services confondus, la part de marché de l'opérateur historique remonte elle aussi (+ 4,4% entre juin 2006 et juin 2007) et il conserve plus de 85% des accès clients.

Cette situation rend prématurée une dérégulation à marche forcée et sans mise en œuvre préalable de gardes fous.

Elle devrait au contraire conduire le régulateur à rester vigilant, à ne se priver d'aucun moyen d'action et, très concrètement, à faire en sorte que les marges injustifiables de France Télécom soient redistribuées aux opérateurs tiers, à travers les différents chantiers tarifaires en cours, et ce, afin de rééquilibrer leurs capacités d'investissement.

B - ANALYSE DES MARCHES IDENTIFIES PAR LA DEUXIEME RECOMMANDATION DE LA COMMISSION EUROPEENNE SUR LES MARCHES PERTINENTS

I - Délimitation des marchés de détail de la téléphonie fixe définis dans la nouvelle recommandation

La Recommandation européenne sur les marchés pertinents adoptée le 13 novembre 2007 et entrée en vigueur le 17 décembre 2007 ne retient en matière de marché de détail que celui de l'accès au réseau téléphonique public en position déterminée pour la clientèle résidentielle et non résidentielle.

Conformément à la Recommandation et à son analyse précédente sur ce marché, l'Autorité propose de retenir comme marchés pertinents de dimension nationale :

- le marché de détail de l'accès au réseau téléphonique public depuis un poste fixe, permettant d'émettre et/ou de recevoir des communications téléphoniques et d'utiliser les services associés à l'accès, pour la clientèle résidentielle. Ce marché est constitué des produits d'accès utilisés par la clientèle résidentielle principalement pour accéder au réseau téléphonique public ;
- le marché de détail de l'accès au réseau téléphonique public depuis un poste fixe, permettant d'émettre et/ou de recevoir des communications téléphoniques et d'utiliser les services associés à l'accès, pour la clientèle professionnelle. Ce marché est constitué des produits d'accès utilisés par la clientèle professionnelle principalement pour accéder au réseau téléphonique public ; en particulier, il inclut les prestations spécifiques des offres de services de capacité destinées aux clients professionnels qui donnent accès au réseau téléphonique public.

Du point de vue de l'AFORST, au fur à mesure que la VLB se substitue à la voix commutée classique² et passe d'un statut de seconde ligne à celui de seule ligne téléphonique du foyer, la distinction faite par l'Autorité entre « *produits d'accès utilisés par la clientèle résidentielle principalement pour accéder au réseau téléphonique public* » et produits d'accès « *dont l'usage principal ne se limite pas à la téléphonie* » perd beaucoup de sa pertinence.

Ceci est d'autant plus vrai que cette distinction est assise par l'Autorité sur une comparaison biaisée entre d'un côté l'abonnement grand public de France Télécom (16 € /mois) qui n'inclut aucune communication et des offres couplant accès + communications (tarifées environ 20€/mois), voire même des offres *triple play* tarifées à environ 30 €.

² Au 2^{ème} trimestre 2007 et selon les chiffres de l'ARCEP, 30% du trafic émis par les lignes fixes en France l'ont été depuis des lignes VoIP

Or, on ne peut pas juger de la substituabilité de différentes offres en comparant leurs niveaux de prix lorsque ces offres présentent un périmètre de service radicalement différent.

II - Délimitation des marchés de gros du départ d'appel et de la terminaison d'appel fixe

L'AFORST comprend que l'ARCEP considère que les prestations de gros d'acheminement sont substituables indépendamment de :

- la technologie sous jacente (TDM, ATM ou IP)
- le type de trafic ou de destinataires : communications interpersonnelles, à destination des SVA, d'un télécopieur etc.
- le type de clientèle : résidentielle ou professionnelle.

A l'inverse, l'Autorité considère que les prestations de terminaison d'appel vocal mobile et de terminaison d'appel fixe d'un même opérateur ne sont pas incluses dans le même marché.

L'ARCEP distingue donc les deux marchés suivants de gros en matière d'acheminement des communications :

- Le marché de la terminaison d'appel fixe sur chaque réseau individuel de chacun des opérateurs de boucle locale fixe comme étant le marché de gros sur le territoire d'analyse des prestations nécessaires à l'acheminement d'un appel depuis le point d'interconnexion pertinent le plus proche d'un abonné, point au-delà duquel seul l'opérateur de l'abonné appelé peut acheminer l'appel, au point de terminaison du réseau de cet abonné.
- Le marché du départ d'appel comme étant le marché de gros sur le territoire d'analyse des prestations nécessaires à l'acheminement d'un appel téléphonique au départ d'une ligne du réseau téléphonique public fixe, depuis le point de terminaison du réseau jusqu'au premier point d'interconnexion pertinent offert par l'opérateur départ, point en deçà duquel seul l'opérateur de l'abonné appelant peut acheminer l'appel.

L'AFORST adhère à cette analyse avec une nuance et, en particulier, elle soutient le raisonnement développé par l'Autorité selon lequel : « *Conformément au principe de neutralité technologique de la régulation et aux raisonnements développés ci-dessus, les prestations de terminaison d'appel vers les abonnés VoIP vendues à ces points font partie du même marché que les prestations de terminaison d'appel aux CA vendues pour les abonnés raccordés au réseau commuté de France Télécom* »³.

Toutefois, le fait que la régulation soit technologiquement neutre ne signifie pas que les qualités de services sur ces différents réseaux sont immédiatement substituables. Sur les marchés libres de vente en gros de minutes de transit+terminaison entre opérateurs, les prix s'échelonnent en fonction de la qualité de service. Avec la TDM, les régulateurs ont régulé une technologie dont la qualité de service (qualité d'écoute en cours d'appel) était très homogène par construction. A présent, la voix sur IP est un système « *best effort* » qui n'assure une qualité vocale équivalente à la TDM que dans des circonstances favorables ou lorsque les moyens de transmission sous-jacents sont dédiés. C'est pourquoi le marché en monopole régulé de la terminaison sur un réseau fixe donné recèle une

³ cf. § 1.3.3.3.5 p. 91 de la consultation

structuration sous-jacente en fonction de la qualité de service. Nier cette réalité reviendrait pour l'Autorité à privilégier la basse qualité en empêchant que la qualité standard de la TDM puisse faire l'objet d'une conservation spécifique. Sans cette distinction, la qualité globale du service téléphonique fixe baissera. Le raisonnement suivant prévaudra : « A quoi bon conserver une bonne qualité de service sur mon accès puisque mes correspondants ne l'ont pas sur leur ? ». L'AFORST demande donc à l'Autorité d'introduire dans son analyse de marché le principe d'une différenciation, à l'intérieur d'un même réseau de la terminaison d'appel selon la qualité de service.

III - Pertinence des marches pour une régulation ex ante

L'AFORST n'a aucune remarque particulière sur les considérations qui conduisent l'ARCEP - conformément à la nouvelle recommandation - à considérer comme pertinent le marché de détail de l'accès et les marchés de gros de la terminaison d'appel et du départ d'appel.

IV. Influence significative

Dans ses conclusions l'ARCEP retient l'influence significative de France Télécom sur les marchés suivants :

- le marché de détail de l'accès,
- le marché de gros du départ d'appel.

En revanche, l'Autorité considère comme dans le précédent cycle d'analyse que chaque opérateur de boucle locale est puissant sur propre TA.

Sur ce point, l'AFORST ne partage pas le raisonnement selon lequel un **OBL A**, ne pourrait jamais augmenter, ou menacer d'augmenter, les tarifs de détail des appels vers un autre **OBL B** qui augmenterait le tarif de sa TA. A titre d'exemple, lors de la mise en place de la surtaxe publiphonie sur la terminaison vers les publiphones, certains opérateurs de boucle locale départ ont augmenté leurs tarifs vers la destination publiphone.

A tout le moins, il lui semble qu'il faut nuancer ce raisonnement en fonction de la taille respective des opérateurs A et B et des contre pouvoirs qu'ils peuvent exercer l'un envers l'autre.

A ce titre, l'AFORST considère qu'il est faux de considérer d'une manière aussi systématique et homogène que le fait l'Autorité, le marché de toutes les TA comme un monopole naturel et indéfectible. En particulier, compte tenu de nombreuses différences dont celle des architectures d'interconnexion des réseaux, il n'est pas légitime de considérer la situation de France Télécom sur sa propre TA ou vis-à-vis des TA des OBL tiers comme identique à celle des autres opérateurs entre eux ou vis-à-vis de France Télécom.

V. Obligations

V. 1 - Obligations non tarifaires imposées à France Télécom sur les marchés de gros

Globalement, l'AFORST n'a pas de remarques sur les remèdes « non tarifaires » proposés par l'ARCEP sur les marchés de gros. Elle soutient particulièrement les obligations d'information et le délai de prévenance suffisant dans le cas d'évolution des offres de gros de France Télécom de nature

à contraindre les opérateurs tiers à modifier leur installations (cf. § IV.2.3.2 de la consultation). Compte tenu des impacts très forts que pourraient entraîner, par exemple, des modifications de l'architecture d'interconnexion du réseau de France Télécom, les opérateurs souhaiteraient que le préavis envisagé par l'Autorité soit porté de 1 an à 18 mois.

En revanche, l'AFORST considère que l'Autorité ne peut renvoyer encore une fois à une hypothétique publication ultérieure « *la liste des indicateurs pertinent , au regard notamment des indicateurs que France Télécom élabore déjà pour son propre suivi* » (cf. § IV 2.4).

Ces indicateurs existent en interne au sein de France Télécom pour mesurer la qualité de production de ses propres produits de détail. En vertu du principe de non discrimination, il n'y a aucune raison de retarder leur publication ou de ne pas les appliquer de la même façon aux prestations de gros offertes par France Télécom à des tiers.

V.2. Obligations non tarifaires imposées aux opérateurs puissants sur les marchés de gros de la terminaison d'appel, autres que France Télécom

Pas de commentaire particulier de l'AFORST.

V.3. Obligations tarifaires imposées sur les marchés de gros du départ et de la terminaison d'appel fixe

V.3.1 – Les principes fondateurs de l'obligation tarifaire

S'agissant en particulier de la régulation des tarifs de la TA, l'Autorité indique dans la consultation les 4 principes qu'elle souhaite retenir pour la période couverte par le 2^{ème} cycle d'analyse, à savoir :

1. Donner une visibilité sur trois ans sur les tarifs de terminaison d'appel ;
2. Supprimer progressivement la dissymétrie de tarif entre de France Télécom et ses concurrents ;
3. Eviter la constitution de rente sur la terminaison d'appel, et en particulier, la terminaison d'appel ne doit pas être utilisée pour financer des services qui ne bénéficient qu'au seul client appelé. La terminaison d'appel rémunère uniquement la prestation consistant à terminer un appel téléphonique sur un réseau fixe selon un périmètre de coûts pertinents normé (excluant notamment les charges d'accès) ;
4. les externalités négatives significatives engendrées par les évolutions techniques de l'opérateur vendeur doivent être évitées. En particulier, le choix d'un opérateur de déployer un réseau NGN relève uniquement de sa stratégie et ne doit pas avoir d'impact significatif sur les prestations de gros fournies aux autres opérateurs. De plus, le déploiement des réseaux NGN permet aux opérateurs d'offrir de nouveaux services aux utilisateurs, qui ne doivent pas être rémunérés par les revenus d'interconnexion voix.

L'AFORST ne peut que soutenir les principes proposés aux points 1 et 4.

Concernant le point 2, l'AFORST ne peut y souscrire dans les conditions actuelles du marché.

Quant au 3, la position théorique selon laquelle la terminaison d'appel devrait rémunérer uniquement la prestation consistant à terminer un appel téléphonique sur un réseau fixe selon un périmètre de coûts pertinents normé (excluant notamment les charges d'accès) ne lui semble pas pertinente à un

moment où les opérateurs fixes sont requis de faire des investissements importants en particulier pour déployer des réseaux d'accès en fibre optique.

L'AFORST voudrait également mettre l'accent sur le fait que la fluidité des marchés de détail est impactée par les conditions de portabilité des numéros. Or, depuis presque 10 ans, la prestation de portabilité est trop chère alors que le réseau et les processus de France Télécom sont amortis après plusieurs millions de portabilités, le coût d'activation de celle-ci reste 2 à 3 fois plus chère que dans le cadre de la portabilité mobile, mise en œuvre plus récemment et ayant nécessité des développements complexes. En attendant une réelle orientation vers les coûts, l'AFORST demande un alignement des tarifs de portabilité fixe sur ceux de la portabilité mobile.

Certaines conditions opérationnelles sont par ailleurs très pénalisantes pour la portabilité entreprise : par exemple, le fait de considérer la tranche 12h-14h comme se situant en « heures non ouvrées » ce qui occasionne une sur tarification de plusieurs centaines d'euros.

V.3.2 – Le contrôle tarifaire pluriannuel et la référence de coûts la plus pertinente

L'AFORST souhaite souligner ici que les niveaux de tarifs qui seront définis au titre du contrôle tarifaire pluri-annuel devront impérativement refléter une baisse progressive pour tenir compte des progrès techniques induits par la technologie IP et des marges indues qui apparaissent dans les comptes séparés 2006 publiés par France Télécom s'agissant de ses prestations de gros.

Elle regrette que l'ARCEP maintienne sa doctrine selon laquelle la seule référence pertinente de coût serait celle des coûts de France Télécom.

Enfin, s'agissant notamment du marché entreprise, l'AFORST regrette que la dimension relative au maintien d'une QoS satisfaisante lors de la migration vers la technologie de transmission IP et les coûts afférents à ce maintien, ne soient pas pris en compte ou à tout le moins évoqués par l'ARCEP.

V.3.3 - Obligations tarifaires imposées à France Télécom sur les marchés de gros du départ d'appel et de la terminaison d'appel

L'AFORST adhère à la proposition de l'Autorité selon laquelle les prestations de gros de France Télécom doivent en général rester orientées vers les coûts.

V.3.4 – Obligations comptables

L'AFORST souhaite insister tout particulièrement **sur l'importante d'une mise en œuvre effective** des deux obligations ci-dessous rappelées à juste titre par l'Autorité :

1. La décision n° 06-1007 impose à France Télécom de produire des comptes relatifs aux marchés de détail situés en aval, c'est-à-dire les marchés de détail de l'accès et les marchés de détail des communications.
2. Par ailleurs, la décision n°2007-0667 en date du 6 septembre 2007 a étendu les obligations de séparation comptable et de comptabilisation des coûts pesant sur France Télécom à son offre de reversement, laquelle constitue une prestation associée aux prestations du marché du départ d'appel, déjà soumis à cette obligation.

V.3.5 – Obligations imposées aux autres opérateurs que France Télécom sur le marché de gros de la terminaison d'appel fixe

L'AFORST adhère à la proposition de l'ARCEP de contrôler les tarifs des TA des OBL tiers sur la base de la prohibition des tarifs excessifs. En l'absence de données chiffrées, elle ne peut aller plus loin dans son appréciation de ces propositions en particulier s'agissant des modalités de contrôle tarifaire pluriannuel des tarifs de TA des opérateurs, bien que comme elle l'a déjà écrit, elle regrette la référence aux coûts de France Télécom comme seule référence pertinente pour l'ensemble des acteurs.

V. 4 - . Obligations sur les marchés de détail de l'accès

V.4.1 - Marché résidentiel de l'accès au service téléphonique

L'AFORST tient à rappeler que la suppression - déjà mise en œuvre - de l'interdiction de pratiquer des couplages abusifs lui semble risquée au surplus d'être insuffisamment justifiée par l'existence de l'offre VGAST.

Elle juge également injustifié le nouvel allègement proposé par l'ARCEP, consistant à supprimer l'obligation de non discrimination. Et ce d'autant plus que les arguments développés en faveur de cette suppression ne tiennent pas.

En effet, le risque de voir France Télécom déperdre ses tarifs en pratiquant des tarifs très bas dans les zones où la concurrence est la plus forte et plus élevés dans les zones où la clientèle est la plus captive est réel. Le droit de la concurrence ex post ne suffira pas à éviter ou à réparer le préjudice subi par les opérateurs en cas de churn massif des consommateurs vers une offre tarifaire de France Télécom plus attractive. Il ne protégera pas non plus le consommateur captif des hausses de tarif de France Télécom dans une zone où la concurrence est faible.

La récente hausse de l'abonnement (près de 40% sur 3 ans) témoigne bien de la captivité d'un grand nombre de clients pour cette prestation en quasi monopole et de l'inefficacité du contrôle de « l'abordabilité » des tarifs du service universel téléphonique, invoqué par l'ARCEP.

Enfin la sélection du transporteur à elle seule ne permet pas d'offrir un service substituable à l'abonnement de France Télécoms, et les conditions tarifaires et opérationnelles de la VGAST ne permettent pas non plus d'offrir une alternative au consommateur confronté à une hausse de prix des tarifs de France Télécom.

S'agissant de l'obligation de comptabilisation des activités et services, l'AFORST soutient le rappel fait par l'Autorité selon lequel la suppression de toute obligation de comptabilisation des coûts sur les marchés détails de l'accès ne dédouane pas France Télécom de :

1. produire certaines restitutions concernant les marchés de détail, lesquelles sont destinées à vérifier que les obligations imposées sur les marchés de gros sont effectivement mises en œuvre. Il est en particulier nécessaire de s'assurer que des offres de détail en aval de

- marchés de gros sur lesquels une obligation de séparation comptable a été imposée, sont effectivement établies en recourant aux protocoles pertinents ;
2. produire un compte séparé par marché de détail où France Télécom a été déclarée puissante. France Télécom est par conséquent tenue, au titre des obligations de séparation comptable, de continuer de publier des comptes séparés correspondant à chaque gamme d'offre incluse dans chacun des deux marchés de détail de l'accès.
 3. produire un compte séparé et un état du capital immobilisé des offres de détail qui reposent sur des protocoles d'approvisionnement en offres de gros régulées sans toutefois appartenir à un marché de détail pertinent selon un périmètre permettant de vérifier le respect de l'obligation de non-discrimination et l'absence de subventions croisées abusives et cohérent avec les principes du droit de la concurrence

L'AFORST adhère également à la conclusion de l'ARCEP selon laquelle, en pratique, il convient d'effectuer cet exercice sur l'ensemble des offres de détail de communications semblable à celle défini lors du premier cycle d'analyse des marchés : un marché des communications nationales et un marché des communications internationales, pour la clientèle résidentielle d'une part et la clientèle non résidentielle d'autre part.

Elle regrette toutefois que les restitutions établies au titre des points 1 et 3 ci-dessus ne donnent pas lieu à publication (Article 20 de la décision n° 06-1007 de l'ARCEP).

V.4.2 - Marché non résidentiel de l'accès au service téléphonique

Compte tenu le nombre de points que l'Autorité reconnaît elle-même devoir être améliorés pour tendre vers une qualité de service satisfaisante des offres de gros de France Télécom utilisées sur le segment professionnel, compte tenu de la place centrale qu'elle reconnaît à l'amélioration de QoS de ces offres de gros, pour permettre à la concurrence de se développer sur ce segment, l'AFORST ne peut souscrire à la conclusion de l'Autorité :

« Compte tenu de ces éléments, l'Autorité estime que les niveaux de qualité de service disponibles sur les marchés de gros seront globalement satisfaisants à brève échéance. Sous réserve de la réalisation des avancées mentionnées supra, l'enjeu de la qualité de service n'apparaît plus comme un frein à la dérégulation des marchés de détail professionnels de l'accès »

En conséquence, elle demande que tant qu'une amélioration suffisante et réelle de la QoS des offres concernées n'est pas constatée, le marché de l'accès au service téléphonique pour les entreprises reste soumis à minima à la régulation actuelle.

C - ANALYSE DES MARCHES DE DETAIL DES COMMUNICATIONS ET DES MARCHES DE GROS DU TRANSIT

L'AFORST n'a pas de commentaires particuliers à faire sur les conclusions de l'ARCEP qui estime qu'il ne convient plus de réguler ex ante les marchés de détail des communications ni l'ensemble des marchés du transit conformément à la nouvelle recommandation de la Commission européenne.

Sur les marchés de transit, l'AFORST souhaite simplement rappeler qu'il convient en préalable à cette dérégulation, de faire une relecture d'un certain nombre de règles obsolètes d'interconnexion

qui peuvent constituer des barrières à la concurrence sur ces marchés du transit. Il s'agit en particulier de l'obligation de disposer d'un nombre minimum de BPN par point d'interconnexion (au CAA ou au PRO) ou de limitations à la mutualisation des ressources déployées au titre de l'interconnexion avec celles déployées au titre du dégroupage ou des offres de gros d'accès haut débit. L'AFORST se réjouit d'ailleurs que l'ARCEP mette en avant ce principe de mutualisation dans son analyse.
